

Saint-Etienne, le 25 janvier 2024

Elsa VIRISSEL

Direction du Développement Territorial / Service Planification territoriale

Tél : 04 27 40 55 33 / 06 10 69 87 28

Courriel : elsa.virissel@saint-etienne-metropole.fr

NOTE
AUTO EVALUATION ENVIRONNEMENTALE
PROCEDURE MODIFICATION PLU
St-Maurice-en-Gourgois

I. Objet de la modification du PLU

La modification du PLU de Saint-Maurice-en-Gourgois a pour objet de :

1. Créer un STECAL d'une superficie de 5610 m2 pour accueillir des bâtiments agricoles en zone N
2. Autoriser les extensions pour les habitations existantes en zone UH1
3. Supprimer l'obligation de partie basse pleine pour les clôtures
4. Permettre la création de stationnement en dehors de la parcelle du projet en cas d'impossibilité technique : possibilité de créer le stationnement sur une parcelle différente, à condition d'être à moins de 50 m de la parcelle d'habitation.
5. Introduire une dérogation à l'obligation de stationnement en zone N en cas d'impossibilité technique.
6. Supprimer un emplacement réservé (V8)

II. Auto-évaluation point par point

Les différents points de la modification du PLU sont examinés successivement ci-dessous au regard de leur incidence sur l'environnement.

1. Création d'un STECAL d'une superficie de 5610 m2 pour accueillir des bâtiments agricoles en zone N

➤ Motivation et description du projet

La création du STECAL est nécessaire pour le fonctionnement de l'exploitation agricole de M. Adrian BERTHET, jeune agriculteur (moins de 40 ans) qui a repris depuis début 2020 l'exploitation agricole de son père. L'exploitation est dédiée à l'élevage de bovins viande (vaches allaitantes). Les parcelles de l'exploitation agricole de M. Berthet se situent, pour les parcelles bâties, en zone UB (siège d'exploitation / habitation) et UE (bâtiment agricole) du PLU tandis que les parcelles non bâties (SAU) sont situées en zone N. En effet, toutes les terres à l'Est du bourg avaient été classées en zone N lors de l'élaboration du PLU en 2009, alors même que certains secteurs sont depuis toujours des terres agricoles. Ce choix avait été fait, à l'époque, en raison de la proximité avec les gorges de la Loire. Néanmoins, le tènement du STECAL n'est pas sur la partie pentue et boisée des gorges, mais bien sur le plateau agricole. Le STECAL n'est pas en covisibilité avec les gorges de la Loire ni en contact direct avec les zones protégées Natura 2000 (La ZICO étant une mesure d'inventaire, traduite plus précisément en zone de protection avec les ZPS et ZSC).

Plan de localisation de l'exploitation agricole et de la demande de STECAL :



Aujourd'hui, M. Berthet dispose d'un seul bâtiment pour un troupeau de 180 têtes et d'un foncier exploité de 90 ha (SAU). Ce bâtiment, d'une superficie de moins de 1400 m², est situé dans le bourg et accueille à la fois le stockage du foin et de la paille, et une partie des animaux la nuit. Cette situation dans le bourg engendre des problèmes liés à la proximité avec les habitations et des problèmes d'évacuation du fumier. Le manque de terrain autour du bâtiment entraîne des problèmes de fonctionnement pour faire entrer et sortir les bêtes notamment. De plus, ce bâtiment ne peut accueillir qu'une quarantaine de bêtes, ce qui n'est pas suffisant en hiver. Les vêlages à l'extérieur en hiver entraînent des pertes de naissances et des maladies. Enfin, ce bâtiment, construit dans les années 1990, n'est plus fonctionnel par rapport aux besoins actuels, et surchauffe en été.

M. Berthet souhaite donc construire deux bâtiments à l'extérieur du bourg, sur ses terres situées à l'Est du bourg : un bâtiment sera dédié à l'accueil des animaux (stabulation), l'autre bâtiment sera dédié au stockage du fourrage (foin) et de la paille. Séparer les deux bâtiments permet de réduire le risque d'incendie dans le bâtiment accueillant le troupeau. Pour le bien-être animal et pour réduire les pertes d'animaux lors des vêlages, M. Berthet souhaite pouvoir abriter l'intégralité de son troupeau en hiver. Un bâtiment avec des terres autour permettra aux animaux d'entrer et sortir plus aisément.

Les dimensions souhaitées pour les deux bâtiments sont les suivantes :

- Bâtiment de stabulation : environ 84x34 mètres soit environ 2900 m²
- Bâtiment de stockage : environ 48x14 mètres soit environ 700 m²

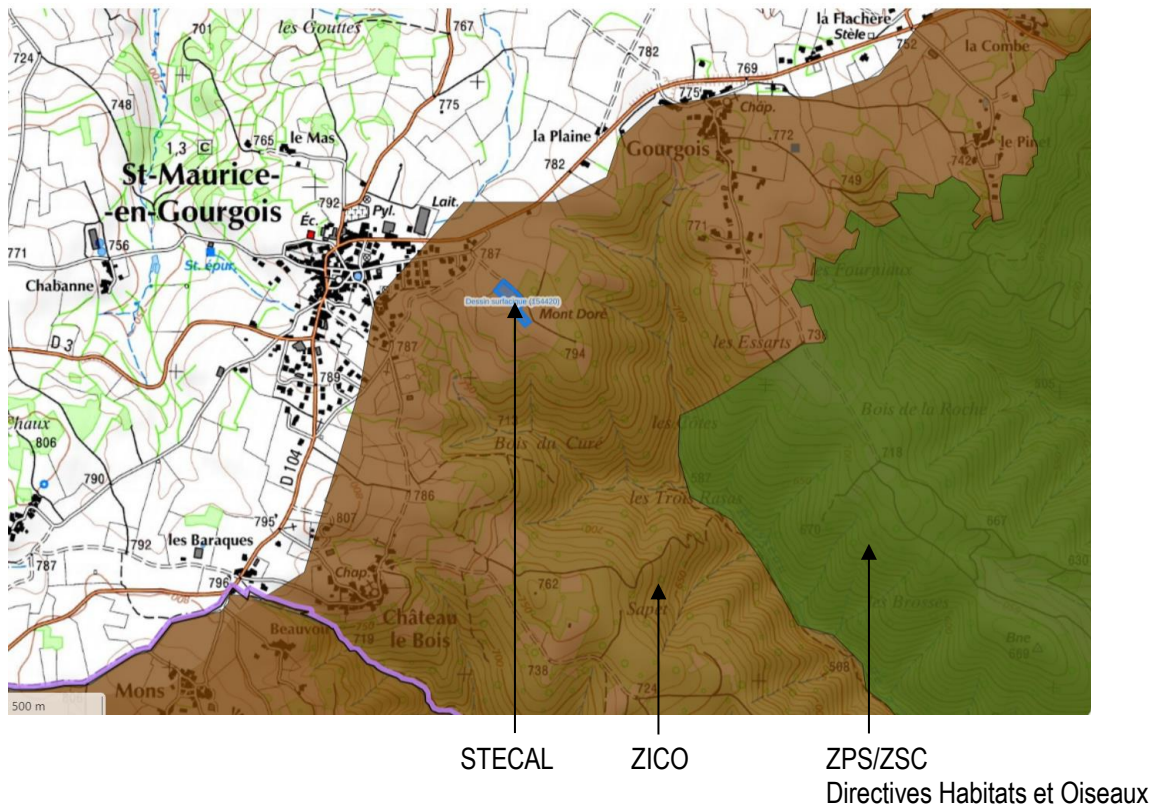
Afin d'associer la production d'énergie renouvelable à la création de ces bâtiments, ils seront recouverts de panneaux photovoltaïques. Les 2 bâtiments seront fermés sur trois côtés et ouverts sur un côté.

La dimension des bâtiments permet à M. Berthet d'envisager un petit développement de son activité, avec une possible augmentation de son cheptel, ce qui s'inscrit dans le projet de développement de l'exploitation agricole.

➤ Auto-évaluation

Le tènement proposé pour le STECAL est situé sur le plateau agricole de Saint-Maurice-en-Gourgois et non sur la partie pentue et boisée classée en zone de protection Natura 2000. Le STECAL se situe hors ZPS et hors ZCS.

Carte localisant le STECAL avec les périmètres Natura2000 (ZICO et ZPS/ZSC)



Le site choisi respecte la réglementation de distance (100 m) entre bâti agricole et habitations des tiers. Le STECAL se situe à plus de 120 mètres des habitations les plus proches.

Concernant l'impact sur le paysage, les futurs bâtiments seront visibles depuis la RM3 reliant Saint-Maurice-en-Gourgois à Firminy mais de manière lointaine. Il seront également visibles depuis la voie communale du chemin de la Barrière.

Plan de localisation des photos



Photo Google n°1 depuis la RM3

Localisation projet de bâtiments agricoles

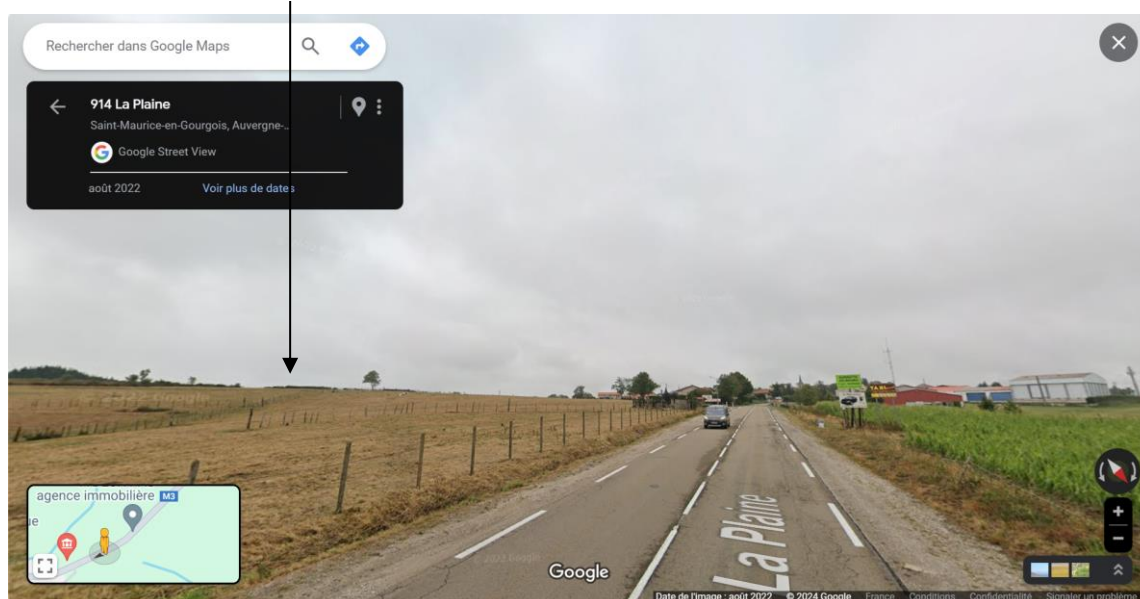


Photo Google n°2 depuis le chemin de la Barrière

Localisation projet de bâtiments agricoles



Concernant les autres points à étudier pouvant justifier une évaluation environnementale :

- En terme de consommation foncière, 6.9 ha d'ENAF (Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers) ont été consommés sur la commune de Saint-Maurice-en-Gourgois entre 2010 et 2020 (*source : MOS@urba4 - traitement EPURES*) soit en moyenne 0.69 ha par an. Sur la période 2020-2022, la consommation a été estimée à 0.2 ha (*source : Observatoire géolocalisé de la production de logements / Bilan PLH3 de Saint-Etienne Métropole, Recensement d'Epures auprès des communes, Orthophoto-interprétation et croisement avec MOS@urba4 - traitement EPURES*). Il est à noter que l'estimation sur la période 2020-2022 est moins fiable que sur la période précédente 2010-2020 car les sources ne sont pas les mêmes et peuvent être incomplètes à ce jour. On peut malgré tout pressentir que la commune a amorcé une baisse de la consommation foncière avec environ 0.2 ha consommés par an au lieu de 0.69 ha sur la période précédente.
- Il n'y a pas de zone humide référencée dans un rayon de 100 mètres autour du STECAL.
- Il n'y a pas de point de captage d'eau potable avec périmètres de protection sur la commune de Saint-Maurice-en-Gourgois.
- Le projet n'a pas d'incidence sur le fonctionnement de l'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales. Il n'est pas à proximité d'une station d'épuration.
- Le projet n'est pas concerné par les sites et sols pollués, ni par des risques technologiques ou naturels identifiés.
- Le projet n'a pas d'influence sur la qualité de l'air.

En terme d'impact sur l'énergie et le climat, le projet intègre la production d'énergie renouvelable avec la pose de panneaux photovoltaïques.

2. Autorisation des extensions pour les habitations existantes en zone UH1

La zone UH1 se distingue de la zone UH (qui concerne également des hameaux) par l'interdiction de nouvelles unités d'habitation et par l'interdiction des extensions, du fait de capacités d'assainissement insuffisantes. Parmi les 17 hameaux classés en zone UH1, 10 hameaux sont en assainissement collectif et 7 hameaux sont en assainissement non collectif. L'évolution proposée du PLU, autorisant les extensions, n'entraînera pas de besoins importants en matière d'assainissement compte tenu que la création de nouvelles habitations reste interdite. Les réseaux d'assainissement sont suffisants pour accueillir des extensions d'habitations existantes. Pour les hameaux en assainissement individuel, les pétitionnaires s'assureront que les systèmes d'assainissement individuel soient adaptés pour accueillir les extensions demandées.

3. Suppression de l'obligation de partie basse pleine pour les clôtures

Cette évolution du PLU est favorable à l'environnement, dans la mesure où les parties pleines des clôtures représentent des obstacles à l'écoulement des eaux pluviales et à la circulation de la petite faune.

4. Autoriser la création de stationnement en dehors de la parcelle du projet en cas d'impossibilité technique : possibilité de créer le stationnement sur une parcelle différente, à condition d'être à moins de 50 m de la parcelle d'habitation.

Ce point n'a pas d'incidence sur l'environnement.

5. Introduire une dérogation à l'obligation de stationnement en zone N en cas d'impossibilité technique.

Ce point n'a pas d'incidence sur l'environnement.

6. Supprimer un emplacement réservé (V8)

Ce point n'a pas d'incidence sur l'environnement.

III. Conclusion

Les éléments d'étude présentés dans ce dossier permettent d'aboutir à une absence d'effet notable de la modification du PLU sur l'environnement et à l'absence de nécessité d'évaluation environnementale.